Des nouvelles du Collectif aéronautique (p. 5)

COMMUNISTES

Budget de la Sécurité sociale : pénurie, fragilité, dénuement (p. 3)

Vidéo

Fabien Roussel à l'annonce du reconfinement national

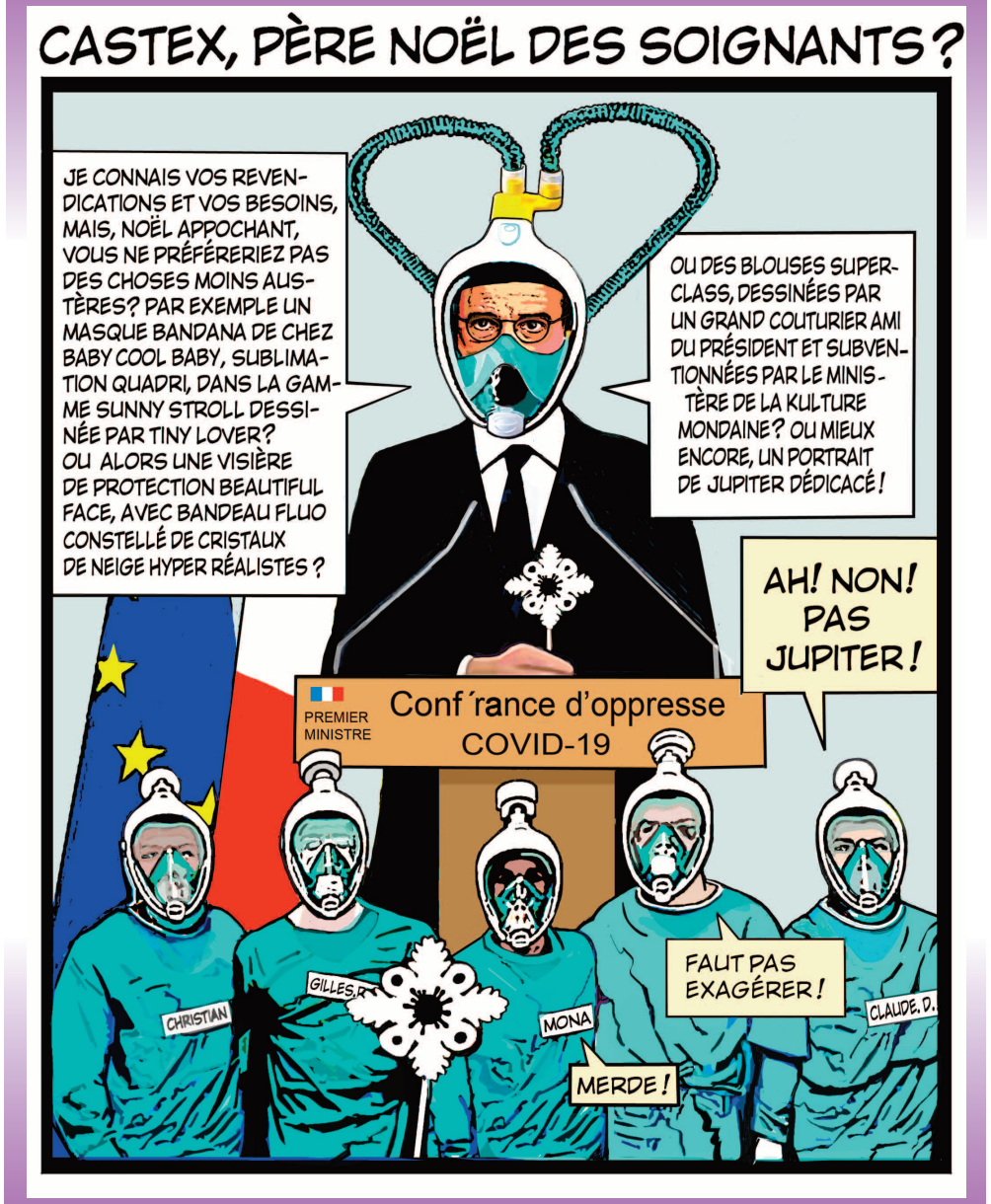
L'offense des fachos effacée

SOUSCRIPTION 2020 (cliquez)

Je verse : ..... €

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

28 octobre 18 h : Conférence Les acquis de la Libération, Nevers (58)
29 octobre 19 h : Espaces Marx 60 reçoit Bernard Vasseur, Saint-Maximin (60) (Reporté)
29 octobre 20 h : Ciné-débat « Un Pays qui se tient sage », Espace culturel les Plâtrières, L'Isle-sur-la-Sorgue (84)
31 octobre-1er novembre : ANA du MJCF
2 novembre 10 h : Rassemblement auprès de la direction locale SNCF (l'EGT SUD ligne C) en gare de Juvisy-sur-Orge (91)
3 novembre 18 h 30 : Lecture de Marx : le Salaire, avec Constantin Lopez, Clermont-Ferrand (63)
3 novembre 20 h : Ciné/débat. « Pas en mon nom », au cinéma Cinémistral, Frontignan (34)
4 novembre : Vente solidaire de fruits et légumes, 25 rue Jacques-Duclos, Aulnay-sous-Bois (93)
4 novembre : Solidarité avec Vincenzo Vecchi, tribunal d'Angers (49)
4 novembre 19 h 15 : Ciné-débat. « Un Pays qui se tient sage », cinéma La comète, Châlons-en-Champagne (51)
5 novembre 18 h en visio : Palestine, rencontre avec les maires et la population du Jourdain, rens. sur https://www.facebook.com/events/347744796287846/
6 novembre 18 h 30 : Toujours la paix, avec Francis Wurtz, salle Romain-Rolland, Clamecy (58)
7 novembre 8 h 30 : ¨Quelle école pour changer le monde ?¨, avec Christian Foiret, fd du Rhône (69)
7 novembre 16 h : Au bord de l'étang, Médiathèque, Port-de-Bouc (13)
7-8 novembre : Fête de l'Humanité, Toulouse (31) (**sous réserve**)
7-8 novembre : Conseil national du PCF
8 au 28 novembre : Forum européen. 15 forums thématiques en visioconférences. Inscription : https://europeanforum.eu/fr/
8 novembre 16 h : Séance d'ouverture en ligne du Forum européen, avec la participation notamment de Lula (Brésil) et Cori Bush (USA). Inscription : https://europeanforum.eu/fr/
8 novembre : Hommage à Marcel Trillat, La Flèche d'Or (75020)
8 novembre 20 h : Ciné/débat « Pas en mon nom », au cinéma Édelweiss, Thônes (74)
9 novembre 9 h-17 h : Colloque « Internés politiques en Algérie, 1939/1945 », sous la coprésidence de Pierre Laurent et Gilbert Garrel, président de l'Institut d'histoire sociale CGT. Inscription obligatoire-(jzoughebi@pcf.fr)
9 novembre : Stop Linky tribunal de Perpignan (66)
11 novembre 18 h : Forum européen. Débat. Dernières nouvelles de la première ligne : combattre le racisme et l'extrême droite pendant la pandémie. Inscription : https://europeanforum.eu/fr/
12 novembre 18 h : Forum européen. Débat : L'expérience de la crise du Covid-19 pour proposer l'avenir de la santé en Europe. Inscription : https://europeanforum.eu/fr/
13 et 14 novembre : « L'ESS, un outil de la transformation sociale, Un atout pour un « jour d'après » démocratique, social et écologique. » Bourse du travail de Saint-Denis avec l'Humanité (93)
13 novembre 18 h : L'actualité du communisme, avec Bernard Vasseur, salle de L'entre-fête, Garchizy (58)
14 novembre : Conférence régionale Île-de-France
14 novembre 9 h 30 : Vive la sécurité sociale ! Bourse du travail, 85 rue Charlot (75003)
16 novembre 18 h : Festival des solidarités. Ciné/débat. « Pas en mon nom », au cinéma Kosmos, Fontenay-sous-Bois (94)
17 novembre 20 h 30 : (attention horaire pouvant changer). Ciné/débat. « Le Feu sacré », avec Éric Guéret, cinéma Agnès-Varda, Beauvais (60)
19 novembre 18 h : Forum européen. Débat. Réchauffement climatique : quelle transition écologique juste et solidaire ? Inscription : https://europeanforum.eu/fr/
20 novembre 18 h : Huma-Café ciné/débat. « Inland », avec Ulli Gladik, à la Manufacture, Nantes (44)
21 novembre : Fête de l'Humanité Bretagne, parc des expositions, Lorient (56)
21 novembre 17 h : Forum européen. Assemblée de la culture. Pas de futur sans culture. Inscription : https://europeanforum.eu/fr/
22 novembre : Premier tour élections législatives partielles dans la 6e circ. du Pas-de-Calais
23 novembre 18 h : Forum européen. Débat. Quelle sécurité globale pour la solidarité européenne et la paix mondiale ? Inscription : https://europeanforum.eu/fr/
24 novembre 16 h : Forum européen. Assemblée des syndicalistes : La crise coronavirus et ses effets sur les syndicats. Inscription : https://europeanforum.eu/fr/
24 novembre 18 h 30 : Forum européen. Assemblée des femmes. Inscription : https://europeanforum.eu/fr/
26 novembre 18 h : Forum européen. Débat. Quel nouveau modèle pour la production et le travail face à l'explosion du chômage ? Avec Fabien Roussel. Inscription : https://europeanforum.eu/fr/
28 novembre 18 h : CLÔTURE DU FORUM, avec Pierre Laurent. Inscription : https://europeanforum.eu/fr/

Budget de la Sécurité sociale : Pénurie, fragilité, dénuement

Depuis trois ans maintenant, nous dénonçons les budgets de la Sécurité sociale qui se succèdent, nous dénonçons les choix politiques qu'ils représentent, l'affaiblissement de la sécurité sociale, la casse de l'hôpital public. Ces budgets, les uns après les autres, ont conduit le pays dans cet état de grande pénurie, de fragilité extrême, de dénuement face au surgissement du virus. Le gouvernement a été rattrapé par le réel. La situation dans les hôpitaux est catastrophique : c'est le revers de la médaille d'une politique qui renonce à prendre l'argent là où il est.

Dans les établissements, la tension est palpable. La colère aussi. Au moment où l'on constate une grande perte de sens, entendre la rengaine – « c'est un problème d'organisation » – exaspère. Le gouvernement a beau répéter qu'aucun gouvernement n'a fait autant pour la santé, ça ne va pas. Le Ségur de la santé ne rattrape pas le retard pris pendant des années, ne concerne pas tous ceux qu'il devrait embrasser et ne saurait être présenté pour solde de tout compte. Il nous fait seulement passer de la vingt-deuxième à la dix-huitième place européenne pour la rémunération des infirmières. Mais le personnel continue à s'en aller, refusant de persister à vivre ce jour sans fin.

Dès le mois de mars, il aurait fallu engager un grand plan de recrutement et de formation pour ajouter du personnel dans les hôpitaux et l'accompagner d'un plan d'investissement en matériel, en lits de réanimation et en lits en général. Il y avait, dans l'urgence, des actes forts à poser pour anticiper et commencer à changer de trajectoire. 3 400 lits ont été fermés en 2019 et 4 200 en 2018, 100 000 en vingt ans, mais le gouvernement annonce 4 000 créations en 2021.

Le gouvernement a dû faire des entorses à sa doctrine, financer assez massivement les dépenses Covid-19, et ajouter quelques touches avec des amendements mais le compte n'y est toujours pas.

Parmi les mesures positives, il y a l'allongement du congé de paternité ou de parentalité et la diminution du rôle de la T2A. Mais le problème, c'est que le gouvernement continue à ne pas tirer les leçons de l'épreuve et à se contenter d'affichage. Les dépenses exceptionnelles pour lutter contre le Covid-19 sont inscrites dans le budget, ainsi que les mesures du Ségur de la santé, même si elles sont insuffisantes et inégalitaires.

Mais on continue à compresser le reste du financement, avec 4 milliards d'efforts demandés, dont 800 millions à l'hôpital. Quant à l'effacement d'un tiers de la dette des hôpitaux, le gouvernement le conditionne à « des engagements d'assainissement de la situation financière ». Les CREF[1] et autres COPERMO[2] continuent de courir ; c'est proprement insensé. Si l'on regarde plus loin, c'est assez logique puisqu'il souhaite maintenir le cap de l'assèchement des ressources de la Sécurité sociale, chargée de surcroît depuis quelques mois d'une dette covid indue, et de l'affaiblissement du principe même de la cotisation. Il essaie de régler le problème de l'hôpital à côté de l'hôpital, au lieu d'annoncer une nouvelle ère, avec l'ouverture de nouveaux services, de lits, de postes et une meilleure articulation avec la ville et l'ensemble du système de santé.

Dans ce budget, on trouve aussi la création, prétendument historique, d'une cinquième branche dédiée à l'autonomie. Comme pour la réforme des retraites – que la lucidité devrait conduire à abandonner au lieu de s'entêter –, on nous dit que c'est la grande réforme sociale du quinquennat. Mais là encore, on n'est pas au rendez-vous. Les objectifs assignés à la CNSA[3] ne nous rassurent pas. Le gouvernement refuse de créer une nouvelle ressource alors même que le rapport Libault évalue à 6,5 milliards les besoins de financement en 2024. Il a rejeté nos propositions en la matière. Ce défi appelle une ambition politique forte, garantissant à chacun un droit universel à l'autonomie, ce qui nécessite un niveau élevé de couverture sociale et l'existence d'un grand service public décentralisé de l'autonomie. C'est le sens de notre proposition d'établir un droit universel à l'autonomie qui garantisse à chacun et dans les mêmes conditions l'accès aux prestations d'autonomie, le libre choix des personnes sur le maintien à domicile et la réduction du reste à charge en établissement pour les assurés. Là où nous proposons de répondre à une nécessité sociale, le gouvernement s'en tient à une logique d'affichage et à des mesures comptables.

C'est donc un budget en trompe l'œil qui masque mal que la Sécurité sociale est peu à peu transformée en instrument de secours public et utilisée comme une variable d'ajustement des politiques économiques. Au moment où l'on fête ses 75 ans, comment ne pas s'interroger sur ces orientations qui dessinent une société moins protectrice et moins solidaire, où les patients, pourtant ayants droit, sont toujours plus regardés comme des clients potentiels pour le marché ? ✪

Pierre Dharréville
membre du CEN
député des Bouches-du-Rhône

1. Contrats de retour à l'équilibre financier.
2. Comités interministériels de la performance et de la modernisation de l'offre de soins hospitaliers.
3. Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Préparation des régionales

Conférences régionales des communistes bretons

Le samedi 3 octobre dernier, à Saint-Brieuc, 35 délégués des quatre fédérations bretonnes, représentant plus de 2 000 adhérents, se sont réunis pour une première conférence régionale, avançant la réflexion collective des communistes sur les régionales.

En Bretagne, région dont le périmètre n'a pas été modifié par Hollande, un comité régional, le CRAC, fonctionne depuis des décennies, avec depuis des années un exécutif qui se réunit régulièrement, présidé depuis février 2019 par Philippe Jumeau, secrétaire départemental de la fédération du Morbihan, devenu animateur du comité régional.

Des débats riches et fraternels ont eu lieu à Saint-Brieuc sur les enjeux des élections régionales à venir : lutte contre les déséquilibres et les inégalités territoriales, défis du Brexit pour l'économie bretonne, politique de l'énergie et de réindustrialisation, désertification médicale, transports, culture, égalité femmes-hommes, économie maritime et agriculture, transition écologique, formation et services publics.

Le samedi 31 octobre, à Lanester, les communistes bretons ont à nouveau rendez-vous pour une deuxième conférence régionale chargée, dans un contexte d'incertitude sur le maintien du scrutin en mars et sur le positionnement final des autres organisations de gauche, de continuer à travailler notre projet pour la région Bretagne, et de faire le point sur les contacts et perspectives du moment.

Nous sommes partis de l'idée que régionales et départementales devaient se penser ensemble. Qu'il fallait viser l'unité de la gauche et des écologiste jusqu'au bout, et que les communistes sont disponibles pour participer à une majorité de progrès, prêts à prendre leurs responsabilités dans un exécutif agissant pour donner la priorité à l'emploi, à une transition écologique durable et soutenable, dans une région qui développera les services publics de proximité et mettra au cœur de ses ambitions la démocratie régionale associant organisations syndicales, associatives et citoyennes.

Du côté des autres forces, EELV et le parti régionaliste UDB ont annoncé qu'ils voulaient partir, indépendamment du président de Région actuel Loïc Chesnais Girard (PS), au premier tour. France Insoumise exclut aussi une alliance avec le PS. Le PCF, lui, discute depuis plusieurs mois avec l'ensemble des partis et collectifs de gauche en défendant l'idée que la raison plaide pour un rassemblement dès le premier tour entre partis de gauche et écologistes, afin de garder la Bretagne à gauche, avec une condition : rompre nettement avec la mouvance macroniste.

Voici quelques-uns de nos axes de projet mis en discussion.

1. Bien vivre en Bretagne tout au long de la vie : Agir pour le maintien des hôpitaux de proximité, la promotion et la création de centres de santé ; investissements dans le transport ferroviaire et fret, le maintien ou la relance des petites lignes, des gares de proximité ; conquérir des gratuités dans le service public d'éducation et les services publics.

2. Bretagne, terre de solidarités et d'émancipation : Plaider pour la ratification du traité de non-prolifération des armes nucléaires ; mesures d'urgence aux structures du spectacle vivant, les acteurs culturels, soutien à la culture bretonne. Faire de la lutte contre les violences faites aux femmes, un axe prioritaire. Être une région qui s'engage pour le féminisme, contre toutes les discriminations.

3. Travailler autrement et se former en Bretagne : Impulser une politique de relocalisation (EMR, déconstruction-reconstruction navale...) ; donner la priorité aux lycées publics, en particulier dans l'enseignement agricole, afin de préparer la transition écologique indispensable ; conditionner les aides publiques à la création d'emplois dont les critères écologiques et sociaux soient vérifiables ; création d'une conférence régionale sur l'emploi pour définir à partir des besoins les nouvelles productions utiles.

4. Bretagne entre terre et mer : Accélérer la mutation agricole nécessaire dans le sens d'une agriculture durable respectueuse de la santé et de l'environnement, permettant d'accéder à une alimentation de qualité pour tous et à un prix rémunérateur pour les agriculteurs ; opposition aux « fermes-usines » ; soutien à la pêche respectueuse des ressources halieutiques, aides à la rénovation de la flottille ; développer la recherche dans l'évolution des filières industrielles maritimes.✪

Ismaël Dupont
secrétaire départemental, membre du CN

Les communistes de l'aéro à l'offensive

Le Collectif national aéronautique et du spatial s'est réuni à la mi-octobre afin de faire le point de la situation et d'être force de propositions et d'initiatives politiques.

Malgré les 15 milliards promis par le gouvernement à l'aérien, la réalité concrète est faite de plans de casse de l'emploi et de régression sociale. Avec ses 350 000 salariés, l'industrie aérospatiale constitue pourtant un atout pour l'avenir de notre pays, tout comme la filière du transport aérien qui emploi plus d'un million de personnes[1]. Elle est une source de progrès technologiques majeurs en participant à la résolution des grands problèmes qui se posent à notre monde globalisé, à commencer par la crise climatique. Notre parti se félicite que l'activité civile soit aujourd'hui l'élément moteur de cette industrie. Il s'est toujours prononcé pour une industrie aérospatiale forte, dans le cadre de coopérations européennes et internationales maîtrisées, garantissant l'indépendance technologique face aux États-Unis et aux fonds financiers.

Sur les plateformes aéroportuaires la situation s'aggrave, entraînant destructions d'emplois et des faillites malgré les soutiens publics. Les aéroports sont quasi déserts et l'été n'a pas apporté la bouffée d'oxygène espérée.

Pour Airbus, un PSE[2] se négocie avec signature d'un accord de chômage partiel par la CGC, la CFTC et FO. Seulement 10 000 salariés sur 30 000 vont intégrer le dispositif de chômage partiel, ouvrant ainsi la voie à un accord de compétitivité attaquant les acquis sociaux. Les possibilités de chômage partiel et de départ de salariés en retraite anticipée ne sont pas exploitées au maximum pour permettre à la direction d'imposer l'accord de compétitivité sous menace de licenciements secs. Les charges de travail remontent avec la livraison de 57 avions en septembre et des remontées de cadence forte pour la famille des moyens courriers A320[3] dès le début 2021. L'A321 sera l'un des avions de sortie de crise, d'où le besoin de la nouvelle chaîne d'assemblage à Toulouse pour sa version XLR transatlantique. Le carnet de commandes est toujours de plus de 7 400 avions à fabriquer et il est prévu de livrer plus de 500 avions en 2020 et plus de 600 en 2021. Les marchés chinois et d'Europe de l'Est font preuve d'une grande résilience et captent une grande partie des livraisons. Boeing est dans une situation catastrophique sur le secteur civil et ne sera sauvé que par les commandes du Pentagone.

Chez Thalès, malgré les aides de l'État, la suppression de 1 200 emplois dont nombre d'ingénieurs est annoncée. Elle ne se soldera pas obligatoirement par des licenciements secs : des ingénieurs iront travailler ailleurs… sur des domaines sur lesquels ils n'ont aucune expertise. Des postes vont être délocalisés en Inde dans une filiale de droit français qui donc pourrait bénéficier des aides de l'État.

À Safran, le débat se développe autour des idées que la pandémie n'explique pas tout et que l'histoire de l'industrie aéronautique montre que celle-ci dépend des cycles du transport aérien. C'est pourquoi un système de sécurité emploi-formation-revenus, qui exclurait le chômage, serait une alternative à l'accord que la direction Safran a imposé. Limité à des mesures pour faciliter les départs de Safran, cet accord, obtenu sous menace de licenciements secs, ne répondra pas aux besoins des salariés. Safran avait prévu en mai le versement de plus d'un milliard d'euros de dividendes. Ce coût du capital est à mettre en regard avec une masse salariale de cinq milliards. Ce versement a été annulé au dernier moment alors qu'étaient annoncés un renforcement des mesures de compétitivité dans la production et une diminution des dépenses en recherche et développement de 20 à 30%. C'est pourquoi les fonds publics de Safran ne devraient pas financer l'intensification du travail et les suppressions d'emplois, mais devraient aller à la recherche & développement.

Pour les sous-traitants qui n'ont ni la trésorerie d'Airbus ni d'aides d'État, les PSE vont se multiplier avec des disparitions ou des rachats par des fonds financiers étrangers vautours, entraînant des délocalisations et nuisant à la sortie de crise.

Dans l'ensemble du secteur, la situation du personnel et de l'emploi se dégrade. Les effectifs de productions, d'études et même des services associés sont menacés. Les salariés des sociétés de sous-traitance, les salariés intérimaires sont en première ligne pour être licenciés. L'actuelle mise à l'arrêt du transport aérien sur toute la planète hors sud-est asiatique a un terrible impact sur tout le secteur. Mais les directions des grands groupes exploitent cette situation réelle pour travailler la remise en cause de l'ensemble des acquis et conquêtes sociales. Il s'agit d'un effet d'aubaine.

Si sur l'avion « propre » ou « décarboné » des études sont engagées, dans le même temps les grands groupes entendent diminuer leur effort en recherche et développement pour protéger la rétribution des actionnaires. Le marché du carbone, les bas prix du pétrole, les actuelles et futures taxations aveugles du transport aérien ne peuvent que conduire les compagnies à ne pas renouveler leur flotte pour des avions plus propres[4]. Les mesures contre les lignes intérieures devraient pousser les compagnies aériennes à affréter des TVG, concurrençant ainsi la SNCF, alors qu'au contraire on devrait rechercher la complémentarité entre train et avion. Tout ne doit pas être misé sur l'avion à hydrogène. Certes celui-ci est technologiquement possible[5], mais il implique, pour répondre de manière industrielle au transport aérien, la création de toute une filière de l'hydrogène propre qui n'existe pas encore, allant de la production par électricité décarbonée[6] aux installations aéroportuaires. Ce n'est pas impossible, contrairement aux dires de certains lobbies, mais cela demande du temps et de très importants investissements.

Sur le budget des armées, le gouvernement ne s'inscrit pas dans une logique de défense nationale, il vise à soutenir avant tout les grands groupes de l'industrie d'armement. S'il est nécessaire de préserver des outils industriels nationaux pour avoir les équipements nécessaires à la défense du pays, cela ne peut justifier de subventionner des entreprises privées à l'actionnariat flottant ou étranger par la commande publique. Un pôle public des industries de défense est donc indispensable, avec des nationalisations ainsi que des remontées de la part de l'État dans le capital d'entreprises comme Airbus. Il faut une filière stratégique publique duale des industries de souveraineté qui, en lien avec une politique de sécurité collective préparant à un désarmement multilatéral, organiserait sa reconversion vers des productions civiles.

Le Collectif Aéro a dégagé quelques pistes de travail, donnant au PCF une visibilité politique auprès des salariés. Face à la destruction massive d'emplois, touchant particulièrement les sous-traitants et les intérimaires, le PCF se doit de contribuer aux luttes des salariés avec ses propres initiatives et propositions. Il s'agit aussi de construire des initiatives dans les grands bassins d'emplois de la filière dans le cadre des élections régionales.

Si le PCF combat les campagnes de désinformations pseudo écologiques anti-avion ignorant la réalité[7] et l'apport à l'humanité de l'industrie aérospatiale et du transport aérien, il se bat résolument dans les entreprises pour que l'aviation se réinvente afin de relever le défi politique et technologique de réduire considérablement son empreinte écologique avec de nouveaux moteurs, de nouvelles cellules, du roulage aéroportuaire électrique, de nouveaux carburants… Tout ceci ne sera possible que par l'action, le travail et la coopération de tous les salariés de l'aérien.✪

Jean-Claude Pradeau
pour le Collectif Aéro du PCF

1. https://fr.statista.com/statistiques/619008/nombre-emplois-transport-aerien-par-categorie-france/
2. Plan de sauvegarde pour l'emploi.
3. Concurrent du Boeing 737 Max.
4. Les avions sortant actuellement de chaine émettent 50 % de moins de gaz à effet de serre et consomment 30 % de kérosène en moins que ceux produits il y a 20 ans.
5. https://www.aerobuzz.fr/culture-aero/le-15-avril-1988-le-tu-155-vole-a-lhydrogene/.
6. Donc de nouvelles centrales nucléaires.
7. Malgré sa croissance jusqu'en 2019, le transport aérien mondial plafonne à 2 % des émissions de CO_2 et le transport aérien intérieur français est à 1,4 % des émissions nationales, avec 30 % des Français prenant au moins une fois par an l'avion.

La Covid n'aura pas raison du centenaire en Val-de-Marne !

Élections municipales, crise sanitaire, les commémorations du centenaire du Parti ont pris du plomb dans l'aile, et pourtant les communistes du 94 sont déterminés à ne pas passer à côté de cette date historique importante pour notre organisation. Réunis en petit collectif qui a vocation à s'agrandir, plusieurs camarades venant de différentes sections se sont penchés sur les initiatives possibles, les enjeux tant départementaux que nationaux à inclure dans nos réflexions, et les productions à réaliser.

Comme il l'a été décidé au niveau national, elles et ils proposent de ne pas se cantonner à 2020 et d'investir l'année 2021, en ses référant à des dates anniversaires et sans perdre de vue le contexte sanitaire changeant.

L'idée, c'est de mêler grands événements à petite histoire, figures de militant·e·s à celles de dirigeant·e·s, d'élu·e·s. Ainsi, alors que nous avons adopté un plan de bataille pour l'emploi, proposer la mise en avant de l'emblématique lutte des salariés de SKF à Ivry pour leur usine, ou encore le retour sur les différentes campagnes nationales du Parti sur le thème du « produisons français ». Les heures sombres de la Résistance ou les moments joyeux de la Libération sont incontournables : films, avec par exemple « Ma mamie fait de la résistance », souvenirs et commémorations d'actes d'héroïsme locaux, mais aussi témoignages. Le Vietnam, Cuba, la Palestine, Mandela, l'anticolonialisme… : le combat des communistes val-de-marnais a été et porte toujours l'internationalisme.

Le Val-de-Marne, c'est aussi des noms de militant·e·s et dirigeant·e·s du Parti, connu·e·s nationalement, mais qui ont posé leurs valises à Ivry, Villejuif, Champigny, Vitry, Orly… et tant d'autres, acteurs et actrices du progrès social.

Enfin, le 94 ne peut célébrer le centenaire de sa fédération sans parler de communisme municipal, des engagements de nos villes pour leur population, tant socialement que culturellement, et ce aux côtés d'un département qui a joué un grand rôle dans leur autonomisation. Sur le terrain comme dans les institutions, le Parti communiste du 94 compte des élu·e·s qui par leurs actions et leur engagement sont eux-mêmes un pan d'histoire et de lutte.

Tout ne pourra pas être dit, mais une exposition essayera de proposer un aperçu de ce que ces 100 ans veulent dire en Val-de-Marne. Selon les possibilités et les apports des militant·e·s qui pourront s'impliquer, des brochures pourront être rédigées sur différentes thématiques, permettant de travailler à la transmission et à la formation. Et crise sanitaire oblige, si des conférences en présentiel sont souhaitées, l'idée est aussi de réinvestir la visioconférence et pourquoi pas les réseaux sociaux sous forme de petits débats.

L'apport des sections est primordial pour un département, riche en histoires communales. Un appel est donc lancé : journaux, photographies, témoignages, lettres, tracts, moments forts, chaque section a sûrement de multiples trésors cachés ou connus à exposer. Et peut lors d'un ou plusieurs événements mettre en avant une bataille locale, un pan de l'histoire locale mêlée à l'histoire nationale.

Delphine Miquel

L'exposition itinérante reprenant des affiches du Parti durant ces 100 années est à réserver auprès de Corentin à l'adresse centenaire@pcf.fr. Elle est composée d'une dizaine de rolls-up, expédition à la charge de la fédération et conditionnée au paiement du 13eme timbre sur le centenaire.

Voir également l'exposition en cours "AUX ALENTOURS DU CONGRÈS DE TOURS 1914-1924", au Musée de l'Histoire Vivante à Montreuil, qui se terminera le 31 janvier 2021.

Renseignements pour visites groupées : haury@orange.fr
01 48 54 32 44

3e mandat en Côte d'Ivoire et en Guinée

Au-delà des similitudes, des contextes bien différents

La Guinée et la Côte d'Ivoire, pays victimes des plans d'ajustement structurels depuis des décennies, sont concernés par des scrutins dans lesquels des chefs d'État âgés respectivement de 78 et 82 ans se présentent à un 3e mandat. Rappelons tout d'abord quelques éléments d'histoire. En 1950, la féroce répression par les autorités coloniales du mouvement démocratique amène Félix Houphouët-Boigny à rompre avec le PCF. Il met alors son mouvement au service des intérêts coloniaux. Après les indépendances, la Côte d'Ivoire est devenue le vaisseau amiral de la Françafrique jusqu'à l'élection de Laurent Gbagbo en 2000. Ce dernier a voulu renégocier certains aspects des relations avec l'ancienne puissance coloniale, ce que Paris lui a fait payer très cher. Une décennie de déstabilisation économique et militaire s'est soldée par l'installation par les chars français d'Alassane Ouattara en 2011. Une fois au pouvoir, il va amplifier la répression politique et mettre sous sa coupe les institutions, ce que la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples dénoncera à plusieurs reprises. Il fera aussi campagne en 2016 pour une nouvelle constitution dont les dispositions renforcent encore le caractère personnel du pouvoir. Afin de faire passer la « pilule », y compris et surtout auprès de ses alliés d'alors du PDCI, il introduit l'impossibilité de se présenter à un 3e mandat. Un référendum boycotté par l'opposition et avec un taux de participation ridicule marquera le point d'orgue de la manœuvre. Mais après la mort de son Premier ministre qu'il avait « désigné » comme successeur, il fait machine arrière en se portant candidat pour un 3e mandat. Cela consacrera son total isolement politique. Le scrutin de ce samedi 31 octobre, où les principales figures de l'opposition sont écartées, s'annonce comme une mascarade électorale. Hier autocrate, M. Ouattara, qui promet une répression encore plus féroce, entre officiellement dans le cercle des dictateurs, avec le soutien complice des autorités françaises. Une situation telle que la société civile et l'opposition appellent d'ores et déjà à la « désobéissance civile ».

Le peuple guinéen a, quant à lui, choisi l'indépendance dès 1958 à une écrasante majorité. Il s'est exposé alors à la vengeance de la puissance coloniale, avec des conséquences terribles, notamment sur sa vie économique. La Guinée a connu, jusqu'à l'élection d'Alpha Condé le 21 décembre 2010, des régimes autoritaires, incapables de relever les défis sociaux et économiques et dont les forces armées n'ont eu de cesse de brutaliser les populations. Force est de constater que depuis sa venue au pouvoir, Alpha Condé n'a pas marqué de progrès décisif quant à ce dernier aspect. Les brutalités des « corps habillés » envers les civils, que le PCF condamne, s'inscrit dans cette triste continuité historique. Le paradoxe étant que c'est cette même armée qui défend le plus farouchement l'indépendance du pays. Les pouvoirs en place, y compris celui d'Alpha Condé, doivent en tenir compte. Après la pandémie d'Ébola qui porta un coup très dur au pays en 2014, la Guinée engrangera des réels progrès industriels et économiques mais qui ne bénéficient pas suffisamment à la population et ne sont pas encore de nature à inverser la structuration extravertie de l'économie. Par ailleurs, l'opposition de droite à Alpha Condé, dont Cellou Diallo - ancien partisan de la présidence à vie de Lansana Conté - est l'incarnation, veut réintégrer complètement la Françafrique, y compris le franc CFA, ce qu'Alpha Condé se refuse de faire malgré d'immenses pressions extérieures.

En mars dernier, une nouvelle constitution consacrant la possibilité d'un 3e mandat a été soumise à un référendum. Boycottée par l'opposition,

elle est adoptée à un taux relativement faible. Mais elle contient également des avancées, comme la parité femmes-hommes, l'abolition de la peine de mort ou l'interdiction du mariage forcé. L'adoption si tardive de cette constitution ne pouvait que susciter des remous et constitue une faute politique. Par ailleurs, au lieu de créer les conditions d'un « passage de relais », Alpha Condé utilise la possibilité légale d'un 3e mandat au risque de renforcer les tensions qui existent dans le pays. À la différence de la Côte d'Ivoire, le principal candidat d'opposition n'a pas été écarté. Ce dernier a recueilli 33 % des voix face à Alpha Condé qui remporte l'élection du 18 octobre avec 59 %. Ces résultats, contestés par l'opposition, ont été validés par la Commission électorale nationale indépendante. Cette dernière compte près de la moitié d'opposants ainsi que des représentants de la société civile. Elle n'est donc pas comme en Côte d'Ivoire complètement sous la coupe du pouvoir.

La France officielle, qui a été tentée de faire tomber Alpha Condé au bénéfice d'un homme qui lui serait plus favorable, s'est résolue jusqu'ici à se taire à cause de son soutien sans faille à Ouattara. ✪

Collectif Afrique du PCF

100 ans de Jeunes Communistes et tant d'années d'avenir !

Au sortir de la boucherie de la Première Guerre mondiale, les jeunes socialistes se réunissent en congrès à la salle de la Bellevilloise le 31 octobre 1920 pour prendre position sur l'adhésion à l'Internationale communiste des jeunes. À une écrasante majorité, les jeunes socialistes décident d'adhérer à l'Internationale communiste des jeunes. Les jeunesses socialistes sont mortes ; les jeunesses communistes sont nées.

Les valeurs qui ont animé les jeunes de 1920 sont les mêmes qui ont continué d'animer les jeunes communistes à travers l'histoire. La paix entre les peuples d'abord, alors que la Première Guerre mondiale a sacrifié la vie de nombreux jeunes au nom des intérêts capitalistes, c'est la première exigence des jeunes communistes. Dès 1923, ils luttent contre l'invasion de la Ruhr. Méritant leur nom "d'avant-garde", ils s'organisent pour la première fois en lien avec les jeunes Allemands. Deux années plus tard ils prouvent de nouveau leur avance en organisant la première campagne contre le colonialisme. Puis viendra le temps de l'action directe : d'abord en Espagne, en 1936. De nombreux jeunes communistes, forts de leur expérience militaire, seront les premiers à créer les réseaux de Résistance. C'est le cas de Marcel Clouet, combattant républicain, un des instigateurs du premier acte de Résistance en France. À son image, ce sont des milliers de jeunes communistes qui seront acteurs et actrices d'une lutte acharnée contre le nazisme. Beaucoup y laisseront leurs vies.

Cette exigence absolue de fraternité des peuples conduira, après la Seconde Guerre mondiale, à la création de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, qui a vocation à réunir les organisations de jeunes progressistes et porteuses de paix partout dans le monde - aujourd'hui toujours active. Ce ne sera malheureusement pas la dernière lutte pour la paix des jeunes communistes. S'en suivront le grand combat pour la paix et contre le colonialisme en Algérie, où là aussi les jeunes sont envoyés en première ligne contre un ennemi qui est en réalité un frère de lutte. Le Vietnam, l'Indochine, l'Irak, tant de moments où les JC ont cité Jacques Prévert muni d'un badge "Quelle connerie la guerre".

C'est aussi l'exigence de la paix qui pousse à refuser toutes divisions entre les peuples. Parmi elles, l'apartheid ou l'emprisonnement d'Angela Davis ont constitué deux moments où, portée par les jeunes communistes, la lutte antiraciste a pris de l'ampleur. La lutte contre la guerre, le colonialisme et le racisme a aujourd'hui un visage : celui de la Palestine, et les jeunes communistes continuent ce combat.

Les valeurs qui continuent d'animer les jeunes communistes à travers un siècle d'histoire sont évidemment celles du progrès et de la lutte contre le capitalisme. Il suffit de feuilleter l'Avant-Garde (le journal des JC lui aussi centenaire) pour voir les préavis de grève dans les usines et les exigences qui les déclenchent dans les premières décennies de la JC. Cette exigence ne faiblit jamais, même pendant la Seconde Guerre où les jeunes continuent de réclamer des droits pour leur travail et leurs loisirs. Ces exigences prendront toutes leurs places lors des années cinquante avec les luttes de l'UJRF : salaire égal pour les jeunes, réduction du temps de travail sont des priorités. Mais aussi sur le terrain social : création de piscines municipales, de lieux de loisirs pour les jeunes, droit de vote à 18 ans, etc.

Les jeunes communistes sont alors majoritairement à l'image des jeunes du pays, des jeunes travailleurs. Ils sont de toutes les mobilisations sociales. Mai 68 n'y échappe pas. Les JC ont l'avantage d'être présents sur tout le territoire. Et bien que l'histoire ne l'a pas retenu, après les grèves de mai le nombre d'adhérent·e·s connaît une très forte augmentation.

Les années qui suivent vont être un moment de grand changement dans la forme de la jeunesse : le lycée et l'université se démocratisent. Le MJCF va alors intensifier ces luttes pour le droit à une éducation de qualité : la lutte contre la loi Devaquet en est un symbole. Sans oublier les combats pour un emploi digne. Les années 80 sont les débuts de l'ultra libéralisme, avec des contrats spéciaux pour les jeunes comme l'intérim. En 2006, c'est de nouveau un contrat jeune qui va mobiliser le MJCF : le CPE, une lutte victorieuse. L'année précédente, la réforme Fillon du lycée va mettre là aussi les jeunes en mouvement. Les crises du capitalisme s'enchaînent et le libéralisme continue de privatiser toutes les sphères de nos vies. À cette image de 2005-2006, aujourd'hui les jeunes doivent lutter de front pour obtenir une éducation qu'ils choisissent et de qualité, et un emploi digne qui permette de construire sa vie.

Ces cent ans de combats très rapidement résumés montrent bien que les jeunes qui ont créé les Jeunes Communistes ont bien eu raison. Ils ont ainsi donné vie à cent ans de luttes pour la paix, l'égalité, la justice : le communisme. Plus encore, nous affirmons, Jeunes Communistes de 2020, que ce centenaire n'est que le début de la lutte.

L'avenir des jeunes a rarement été aussi mis à mal. Les crises - sociale, scolaire, sanitaire et économique - sont en train de sacrifier toute une génération. Le MJCF refuse qu'en plus d'être sacrifiée nous soyons la génération résignée. La jeunesse d'aujourd'hui a plus que jamais besoin d'espoir, d'un chemin vers un monde et une vie libre, épanouissante et fraternelle. Cette voie, le MJCF est prêt à la construire avec l'ensemble des jeunes. Les Jeunes Communistes seront présents et continueront d'être le meilleur outil pour faire entendre leur voix et aller vers les lendemains qui chantent. ✪

Clémentine Le Duey
coordinatrice nationale du MJCF à la vie des départements

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse :.....€ **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e -
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06)
Mèl : **communistes@pcf.fr**
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA